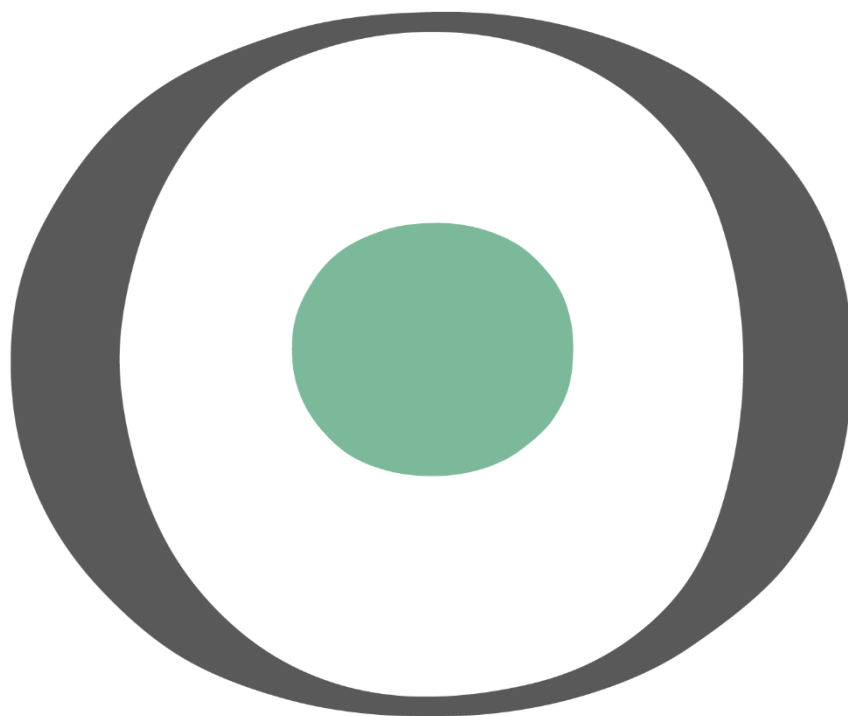


# Ombudsman

Contrôle Externe des Lieux Privatifs de Liberté



## Rapport de suivi - Le Centre de rétention

### Commentaires et réactions

Publié en décembre 2021

## Table des matières

<b>1. Prise de position du Ministère de la Justice et de la direction de l'Administration pénitentiaire .....</b>	<b>2</b>
<b>2. Prise de position du Ministère de la Sécurité sociale.....</b>	<b>3</b>
<b>3. Prise de position du Ministère des Affaires étrangères et européennes .....</b>	<b>4</b>
<b>3.1. Prise de position du Centre de rétention .....</b>	<b>12</b>
<b>3.2. Prise de position de la Direction de l'Immigration et du Ministère des Affaires étrangères et européennes.....</b>	<b>13</b>
<b>3.3. Prise de position du Ministère de la Sécurité intérieure .....</b>	<b>17</b>
<b>4. Prise de position du CHNP .....</b>	<b>18</b>

## **1. Prise de position du Ministère de la Justice et de la direction de l'Administration pénitentiaire**

Par courrier du 19 janvier 2021, Madame la Ministre de la justice a fait parvenir au CELPL la prise de position de l'Administration pénitentiaire relative au rapport de visite sur le centre de rétention qui se lit comme suit :

Sub vo. Modalités de transport vers le CR pour l'admission d'un retenu (point 4.2. du rapport), Madame le Médiateur écrit comme suit : « Le Contrôleur externe réitère sa recommandation de 2013 et demande à la DAP d'adapter sa politique d'information de sorte à informer les futurs retenus en temps utile (c'est- à-dire dès la confirmation officielle qu'il sera procédé à une mesure de rétention) du transfert à venir afin de permettre aux concernés (et à leurs proches) de mieux gérer les attentes quant à la durée effective du placement et la date de retour provisoire. »

L'Administration pénitentiaire partage intégralement l'avis de Madame le Médiateur en la matière. Il importe en effet aussi à notre administration de continuer ces informations importantes dans des délais raisonnables et suffisamment longtemps avant le moment du transfert aux détenus. Il en va du respect élémentaire des personnes incarcérées visées par une mesure de police des étrangers et de la sérénité de la vie carcérale.

Or, force est de constater que l'Administration pénitentiaire n'est pas maître de la procédure et que souvent le CPL n'est informé qu'au dernier moment et au mieux quelques jours avant la mesure du transfèrement au CR.

Il arrive aussi régulièrement qu'une mesure de placement au CR suite à l'élargissement au CPL soit notifiée à un détenu et que le jour prévu, le transfèrement n'ait pas lieu, faute de lit disponible au CR. En pareil cas, l'Administration pénitentiaire ne peut rien faire d'autre que d'élargir la personne concernée sans autre forme au parvis.

Afin d'éviter ces situations indésirables dans toute la mesure du possible, le greffe du CPL contacte les autorités du MAEE par voie téléphonique avant la date de transfèrement annoncée afin de savoir si la mesure aura effectivement lieu ou non.

Seulement après confirmation formelle par le MAEE le détenu est alors informé de son placement au CR.

L'Administration pénitentiaire reconnaît que cette procédure est loin d'être optimale mais considère qu'elle est toujours meilleure que d'élargir un détenu qui n'a aucun moyen de gérer lui-même cette situation et qui se retrouve alors de fait dans une situation de précarité extrême, sans papiers officiels, sans moyens de subsistance, sans logement et sans aucune prise en charge.

L'Administration pénitentiaire se féliciterait si les responsables du MAEE pouvaient informer le CPL en temps utile, c'est-à-dire au moins trois semaines avant les faits, d'une mesure de police des étrangers afin de permettre une préparation adéquate du détenu par les services concernés du CPL. Comme déjà mentionné, il faudrait en sus avoir la garantie que la mesure annoncée sera effectivement exécutée ou non.

Il est évident que tout détenu qui entre dans un centre pénitentiaire et qui se trouve en séjour illégal ou qui a un problème au niveau de son droit de séjour ou de ses papiers d'identité est immédiatement informé dès l'admission qu'il risque de faire l'objet d'un placement au CR consécutif à son élargissement.

### Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie la DAP pour ces précisions et encourage les acteurs concernés à optimiser l'échange d'informations en la matière.

Madame le Médiateur continue comme suit : « Dans un souci de transparence, il se demande en outre si la décision de placement ne devrait pas directement être communiquée du MAEE à la personne concernée au lieu d'en informer une multitude d'autres acteurs avant la personne directement concernée. »

L'Administration pénitentiaire adhère pleinement à cette proposition très pertinente et souligne que cela fut une pratique courante bien établie dans le passé. L'Administration pénitentiaire s'engage à accorder les droits d'accès requis aux agents du MAEE sur simple demande et dans les meilleurs délais.

### Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie la DAP pour sa collaboration.

## 2. Prise de position du Ministère de la Sécurité sociale

En date du 31 mars 2021, Monsieur le Ministre de la sécurité sociale a fait parvenir sa prise de position au CELPL qui se lit comme suit :

Vous mentionnez le problème de la couverture sociale manquante des personnes quittant le centre de rétention et vous proposez de clarifier la question de la couverture sociale au niveau législatif ou si aucune couverture sociale ne pouvait être offerte à la personne élargie, de lui permettre d'obtenir de la part des services médicaux du Centre de rétention, avant son élargissement, les coordonnées d'associations qui pourraient l'aider à cet égard après avoir quitté l'établissement, telles que notamment Médecins du monde.

Le Code de la sécurité sociale énumère à l'article 1er les catégories de personnes qui sont soumises à l'assurance maladie obligatoire. Outre les personnes couvertes sur base de l'activité professionnelle ou d'un revenu de remplacement figurent parmi ces personnes notamment les enfants âgés de moins de 18 ans résidant au Grand-Duché de Luxembourg et qui ne sont pas assurés à un autre titre et les bénéficiaires du REVIS.

A côté de l'assurance obligatoire, le Code prévoit la possibilité d'une assurance volontaire pour les personnes qui résident au Grand-Duché de Luxembourg et qui ne peuvent bénéficier autrement d'une protection en matière d'assurance maladie. Dans ce cas de figure le droit aux prestations n'est ouvert qu'après un stage d'assurance de trois mois à partir de la présentation de la demande au Centre commun de la sécurité sociale.

Dès lors si les personnes élargies avaient la possibilité de déclarer une résidence au Luxembourg, elles pourraient introduire une demande en vue d'une assurance volontaire. Celle-ci pourrait être prise en charge par l'office social de la commune concernée si la personne n'a pas les moyens de la financer.

Si aucune adresse n'est enregistrée au niveau du registre des personnes physiques (RPNI), le Centre commun admet la possibilité d'une adresse de référence voire même d'une adresse de correspondance. Une telle adresse de correspondance peut également être celle d'une organisation conventionnée avec l'Etat comme Médecins du monde qui déclare prendre en charge la personne en question.

J'approuve l'idée de mettre en place un système d'information voire de mise en contact des personnes qui sont destinées à l'élargissement avec des associations et organisations telles que Médecins du monde.

Ces associations pourraient prendre en charge les personnes élargies du point de vue médical en cas de besoin, mais également les guider dans les futures démarches administratives.

Dans un souci de continuité de soins, cette prise de contact devrait se faire avant l'élargissement.

Je propose de rallier à cette démarche le Département de la santé sociale du Ministère de la santé qui est en charge des relations avec les associations conventionnées dans le domaine psycho-socio-thérapeutique.

#### **Commentaire du CELPL :**

Le CELPL remercie le Ministère pour le soutien exprimé dans le cadre de sa recommandation. Il entamera les démarches nécessaires pour qu'un projet concret puisse être élaboré en concertation avec tous les concernés.

### **3. Prise de position du Ministère des Affaires étrangères et européennes**

En date du 24 mars 2021, le Ministre de l'immigration et de l'Asile a fait parvenir sa prise de position, reprenant les réponses consolidées des responsables du Centre de rétention (CR) , de la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes , des responsables du Ministère de la Sécurité intérieure (pour ce qui est du volet qui concerne la Police grand-ducale) ainsi que du CHL pour le volet somatique, qui se partagent en commentaires apportés directement aux tableaux établis par le CELPL et une partie écrite.

Le CELPL a consolidé les réactions et commentaires apportés aux contenus des tableaux qui se présentent comme suit :

#	Recommandation	Prise de position CR et CHL	Prise de position Direction de l'immigration et MAEE	Prise de position du Ministère de la sécurité intérieure
1	Développer l'offre en alternatives à la rétention, notamment par des moyens plus individualisés.		Cette recommandation peut trouver l'accord du MAEE. Le Gouvernement projette la construction d'une «maison-retour», dotée du personnel suffisant. Commentaire du CELPL: Le CELPL soutient le projet d'une "maison-retour".	
2	Informers les retenus en temps utile (c'est-à-dire dès la confirmation officielle qu'il sera procédé à une mesure de rétention) du transfert à venir du centre pénitentiaire vers le centre de rétention.		Cette recommandation est déjà appliquée dans la mesure du possible. Il est rappelé que la date de la sortie d'un détenu du CPL est souvent inconnue. Il n'est pas rare que la Chambre du Conseil décide de la remise en liberté d'un prévenu, et cette décision n'est connue du MAEE qu'au tout dernier moment. Par contre, si la date de la sortie du CPL est connue, l'éloignement se fait très souvent directement à partir du CPL, et un passage par le centre de rétention ne se fait qu'en cas de problème ou d'absence de coopération de la part du retenu. Il est rappelé que le détenu peut s'opposer à tout contact avec ses autorités nationales. La Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963 dispose en effet que «les fonctionnaires consulaires doivent s'abstenir d'intervenir en faveur d'un ressortissant incarcéré ou mis en état de détention préventive ou toute autre forme de détention lorsque l'intéressé s'y oppose expressément.». Commentaire du CELPL: Le CELPL donne à penser que même les auditions auprès de la Chambre du conseil sont programmées à l'avance, même si leur issue ne peut pas être connue d'avance. Le CELPL est d'avis que cette communication peut et doit être améliorée dans l'intérêt des personnes privées de liberté, mais également dans celui des agents confrontés à une pareille situation, alors qu'une bonne communication et un certain degré de transparence seraient susceptibles de réduire considérablement les tensions.	
3	Elaborer une procédure réglant les informations qui peuvent ou doivent être communiquées au MAEE par les différentes autorités impliquées dans la prise en charge d'une personne incarcérée.			
4	Adapter les procédures traitant l'usage des moyens coercitifs de sorte à assurer que le recours à de tels moyens ne se matérialise qu'en cas d'ultime nécessité.			Cette recommandation est acceptée, alors que les prescriptions de service de la Police actuellement en vigueur correspondent déjà à la recommandation du rapport, de sorte qu'aucune adaptation des procédures ne semble s'imposer. Commentaire du CELPL: Le CELPL se réjouit de cette affirmation. Les constats faits sur place n'étaient toutefois pas conformes au principe préconisé, le CELPL invite la Direction de la Police grand-ducale à rappeler l'importance de cette disposition aux agents.
5	Apporter une précision dans le fichier du retenu pour qu'il soit directement visible si une analyse médicale a eu lieu et si les résultats de celle-ci ont montré que la personne n'est pas à considérer comme étant mineure.			
6	Avoir un recours prudent aux moyens d'analyse médicale pour déterminer l'âge d'une personne, au vu de l'importance de leurs conséquences.		Il n'est pas procédé à des examens médicaux pour des personnes placées en rétention. Ces examens sont pratiqués en amont dans le cadre de la procédure d'asile. Lorsque le MAEE a un doute sur l'âge d'une personne se prétendant mineure, le doute profite au mineur et aucune analyse médicale n'est réalisée et la personne n'est par voie de conséquence pas non plus placée au CR. Commentaire du CELPL: Le CELPL est conscient que ces procédures ont lieu en amont d'un placement au CR. Le principe de précaution reste néanmoins de mise.	

#	Recommandation	Prise de position CR et CHL	Prise de position Direction de l'immigration et MAEE	Prise de position du Ministère de la sécurité intérieure
7	Mettre un terme à la pratique de partage de la fiche d'entrée à l'adresse mail privée pour des raisons de confidentialité et de protection des données.	Cette recommandation a déjà été implémentée par le CR. Les médecins ne se voient désormais communiquer la fiche d'entrée remaniée que sur leur adresse mail professionnelle . Commentaire du CELPL: Le CELPL remercie le CR pour les suites réservées à sa recommandation.		
8	Modifier les informations et coordonnées du Médiateur qui sont actuellement erronées, voire portent à confusion.	Cette recommandation a déjà été implémentée par le CR, le guide du retenu dans lequel les coordonnées du Médiateur figurent ayant été adapté. Commentaire du CELPL: Le CELPL remercie le CR pour les suites réservées à sa recommandation.		
9	Modifier les procédures actuelles et le cas échéant les dispositions de droit interne, faisant en sorte que tous les retenus arrivant en dehors des heures officielles de fonctionnement de l'infirmerie soient soumis à un examen médical à l'extérieur, avant leur admission au CR de sorte à assurer une conformité totale aux normes internationales.	amenées au CR qui ne peuvent y être examinées par du personnel médical dès leur arrivée faute pour le service médical d'être opérationnel en permanence ne peuvent y être admises qu'en présence d'un certificat médical attestant de leur aptitude à la rétention, le CR ne peut qu'y consentir, même s'il estime que cette obligation, qui est indiscutablement dans l'intérêt des personnes concernées, risque fort de créer quelques problèmes logistiques aux services de la Police grand-ducale puisque ceux-ci devaient désormais organiser un certificat d'aptitude à la rétention dès 16.30 heures contre 18.00 heures actuellement. Une augmentation des EPT du service médical pour assurer une présence quotidienne jusqu'à 18.00 heures au moins (hors weekends et jours fériés) pour ne pas surcharger les services de police, est en cours de discussion avec le CHL, même si cette solution paraît économiquement déraisonnable. Elle ne pourrait, le cas échéant, de toute façon être implémentée qu'en 2022 au plus tôt pour des raisons budgétaires. Commentaire du CELPL: Le CELPL remercie le CR pour ses démarches. La mise en œuvre de cette recommandation peut effectivement avoir un impact organisationnel et/ou budgétaire considérable. Il recommande dès lors d'évaluer la possibilité d'une organisation différente de la présence infirmière au CR pour limiter autant que possible l'augmentation des effectifs. Si les agents de la Police grand-ducale sont amenés à organiser le certificat médical, il serait opportun d'essayer de créer des synergies avec des médecins intéressés afin de réduire autant que possible les durées des déplacements (trajets et délai d'attente).		
10	Veiller au respect des procédures en place quant à la contresignature des retenus à chaque fois qu'ils sortent des objets personnels afin d'éviter toute ambiguïté en cas d'objets manquants.	Cette recommandation est déjà appliquée par le CR, le personnel procédant aux inventaires et à la tenue des registres ayant été sensibilisé à la nécessité de veiller avec acribie à chaque occurrence à l'apposition d'une contresignature par le retenu concerné. Commentaire du CELPL: Le CELPL remercie le CR pour sa réactivité.		
11	Veiller à ce que tout ajout manuscrit soit fait dans une langue que le retenu est supposé comprendre.	Cette recommandation a déjà été implémentée par le CR. Il est veillé à ce que tout ajout manuscrit se fasse dans la mesure du possible dans une langue dont il est raisonnable de supposer que le retenu concerné la comprend. Commentaire du CELPL:		
12	Prévoir une procédure offrant la possibilité au retenu de fournir les coordonnées d'une personne de contact.	Cette recommandation a déjà été implémentée par le CR, les agents du SEPS veillant à consigner dans leurs fiches sociales les coordonnées d'une personne à contacter en cas d'urgence pour chaque retenu, pour autant bien évidemment que le retenu concerné veuille bien désigner une personne de contact. Commentaire du CELPL: Le CELPL remercie le CR pour la mise en œuvre de sa recommandation.		

#	Recommandation	Prise de position CR et CHL	Prise de position Direction de l'immigration et MAEE	Prise de position du Ministère de la sécurité intérieure
13	Analyser la liste des destinataires du relevé quotidien reprenant l'ensemble des personnes retenues et de faire, le cas échéant, un tri pour limiter la diffusion des données personnelles au strict nécessaire.	Cette recommandation a déjà été implémentée par le CR, la liste d'envoi pour l'effectif journalier ayant été réduite au strict nécessaire. Commentaire du CELPL: Le CELPL remercie le CR pour ce changement de fonctionnement.		
14	Elargir les tâches pouvant être confiées aux retenus pour gagner de l'argent.	La direction du Centre s'efforce d'imaginer des travaux réalisables par les retenus afin de pouvoir étoffer leur pécule. Il est toutefois un fait qu'en dehors de menus travaux d'entretien et de nettoyage, les tâches pouvant être confiées aux retenus sont peu nombreuses. Des plages horaires leur sont toutefois réservées le weekend pour le nettoyage des extérieurs et des séjours. Un système de corvée sur le modèle de celui qui est d'application au CPL est difficilement transposable au CR (ne fût-ce qu'en raison de la durée de séjour moyenne somme toute très courte) et risquerait par ailleurs d'engendrer jalousie et mécontentement de la part des ceux qui ne seraient pas retenus pour la corvée. Commentaire du CELPL: Le CELPL ne partage que partiellement l'avis du CR. Il est vrai que les tâches pouvant être confiées aux retenus ne sont pas nombreuses, notamment pour des raisons de périmètre de sécurité, mais elles existent et devraient être développées au maximum. Le CELPL reste aussi d'avis qu'un système de corvée, comparable à celui appliqué au CPL est faisable. Différents critères objectifs peuvent être pris en compte pour l'attribution de ce poste (p.ex. casier judiciaire vierge, absence de mesures disciplinaires au CR, etc.). La durée de séjour ne devrait pas influencer le fonctionnement de la tâche. Les personnes désireuses d'occuper cette fonction devraient faire une demande et une liste d'attente pourrait être établie avec les personnes répondant aux critères nécessaires.		
15	Analyser la possibilité de prévoir un suivi des échanges d'argent qui ont lieu entre les retenus pour proposer, en cas de doutes, une aide aux retenus subissant des pressions.	Les flux financiers font déjà actuellement l'objet d'un suivi d'une part par le SEPS qui assiste les retenus dans l'établissement des mandats autorisant le greffe à procéder aux transferts d'argent et d'autre part par le greffe lui-même lorsqu'il effectue des virements et paiements tant internes qu'externes au nom ou au profit de retenus. Toute transaction anormale est signalée à la direction qui procède, le cas échéant, à une enquête en cas de suspicion. Commentaire du CELPL: Cette affirmation ne reflète pas la procédure décrite aux contrôleurs par les différents interlocuteurs. Le CELPL apprécie le fait qu'un suivi et un contrôle		
16	Chercher d'autres solutions que les cartes prépayées pour permettre aux retenus de téléphoner (p.ex. Skype).	Le projet visant à équiper tous les ordinateurs mis à la disposition des retenus (17 en tout) de caméras et de logiciels permettant des appels en visiophonie (genre Skype ou Zoom) suit son cours. Il a pris du retard en raison de la pandémie mais le système devrait être opérationnel au plus tard à la fin du deuxième trimestre 2021. Commentaire du CELPL: Le CELPL remercie le CR pour ces précisions et demande à être tenu informé des évolutions dans ce dossier.		
17	Motiver la décision de refus d'entretien par la direction.	La direction fait sienne la recommandation du CELPL et veille d'ores-et-déjà à motiver par écrit ses refus d'entretien de façon systématique sur les demandes d'entretien elles-mêmes. Commentaire du CELPL: Le CELPL remercie le CR pour l'attention accordée à cette recommandation.		
18	Recourir le plus souvent possible aux mesures alternatives à la rétention à l'égard des familles et limiter le placement des familles au CR à un moyen d'ultime recours, tout en limitant à la durée de placement à la durée strictement nécessaire.		Cette recommandation est déjà appliquée par le MAEE. Le CELPL remercie la Direction de l'immigration et le MAEE pour cette prise de position et encourage aux acteurs concernés de continuer dans cette voie pour éviter autant que possible le placement d'une famille au CR.	



#	Recommandation	Prise de position CR et CHL	Prise de position Direction de l'immigration et MAEE	Prise de position du Ministère de la sécurité intérieure
19	Eviter l'utilisation de la combinaison vestimentaire au strict minimum et privilégier d'autres moyens sécuritaires (fouille, enlever tous les objets potentiellement dangereux, etc.).	Cette recommandation est déjà appliquée par le CR. Sauf raison impérieuse, les retenus ne sont plus privés de leurs effets vestimentaires pour être remplacés par une combinaison. Avant d'intégrer une chambre à aménagements réduits, il est procédé à une fouille approfondie des retenus concernés au cours de laquelle tous les effets potentiellement dangereux sont pris en garde (lacets, bijoux, ceinture, briquets, etc.) Commentaire du CELPL: Le CELPL remercie le CR pour sa prise de position et l'encourage de continuer à limiter autant que possible le recours à la combinaison vestimentaire.		
20	Veiller à ce que toute sanction qui peut être infligée à une personne retenue soit explicitement prévue par la loi, que les modalités du régime soient clairement établies et qu'une durée maximale soit déterminée.	Il sera profité d'une prochaine adaptation de la loi organique du CR pour adapter les sanctions disciplinaires pouvant être décidées à l'encontre des retenus et pour en fixer la durée maximale et le cas échéant le régime. Commentaire du CELPL: Le CELPL remercie le CR pour l'accord de principe quant à la mise en œuvre de cette recommandation et souligne l'importance d'un cadre législatif clair et transparent.		
21	Modifier les procédures en matière de fouille afin de permettre aux retenus d'y assister, sauf si le comportement du retenu empêche la réalisation sereine du contrôle ou constitue un danger pour autrui.	Les instructions relatives aux contrôles des chambres ont été adaptées de sorte à ce qu'en règle générale les fouilles se font désormais en présence des concernés, sauf si leur comportement ne le permet pas. Commentaire du CELPL: Le CELPL remercie le CR d'avoir mis en œuvre cette recommandation.		
22	Etudier la possibilité d'établir un état des lieux, signé par le retenu, au moment de l'affectation à une chambre ou au moment de distribution de matériel afin d'éviter des discussions de part et d'autre.	Depuis la mise en service du CR, un état des lieux des chambres et de leurs équipements est systématiquement réalisé lors de leur attribution et consigné dans le dossier personnel des concernés. Les agents se sont vu rappeler l'importance d'effectuer avec soin les états des lieux dont question pour éviter toute discussion quant à l'imputation de certains dégâts à un occupant donné. Commentaire du CELPL: Le CELPL remercie le CR d'avoir rappelé l'importance de l'état des lieux au moment de l'affectation à une chambre, mais souligne qu'une procédure similaire devrait avoir lieu à la remise d'un matériel au retenu.		
23	Limiter l'accès aux images de vidéosurveillance à un nombre de personnes aussi restreint que possible et ne visionner les images qu'en cas de nécessité.	Cette recommandation est déjà appliquée par le CR, seuls les membres de la direction (3 agents) ayant accès aux enregistrements de la vidéosurveillance pour retracer d'éventuels incidents. Commentaire du CELPL: Le CELPL se réjouit de ce constat et souligne que la limitation de la consultation des images concerne également la visualisation en direct des images.		
24	Veiller à ce que les critères d'applicabilité d'une mesure de rétention soient analysés de manière stricte, à limiter la mesure à la durée strictement nécessaire et à respecter la proportionnalité de la mesure en faisant attention à ne pas dépasser la durée raisonnable pour atteindre le but recherché. Il invite le MAEE et le législateur à analyser s'il existe des raisons objectives pouvant justifier cette différence de traitement et à déterminer si le cadre légal ne devait pas être harmonisé sur ce point, en s'alignant sur la durée la plus brève.		Cette recommandation est déjà appliquée par le MAEE. Commentaire du CELPL: Le CELPL se réjouit de ce constat, mais souligne également l'importance d'analyser si le cadre légal peut être modifié quant aux durées maximales fixées, alors que le Luxembourg autorise des durées plus élevées que ses pays voisins. A des fins d'harmonisation, il recommande également au MAEE et au législateur d'analyser s'il existe des raisons objectives pouvant justifier les durées légales élevées et déterminer si le cadre légal pourrait s'aligner avec les durées plus brèves des pays voisins.	
25	Limiter la durée de rétention de personnes ou familles accompagnées de mineurs d'âge au strict minimum et veiller de manière stricte à la proportionnalité de la mesure. Il importe également de respecter scrupuleusement le principe de la mesure de dernier recours en ce qui concerne ces placements. Le CELPL doute que le CR soit adapté à la prise en charge de familles, voire de mineurs et favoriserait une suppression de la faculté de placer des familles ou personnes accompagnées de mineurs d'âge au CR.		Cette recommandation est déjà appliquée par le MAEE. Commentaire du CELPL: Le CELPL apprécie la mise en œuvre de ce principe, mais invite à la réflexion quant à un abandon d'un placement de personnes ou familles accompagnées de mineurs d'âge au CR.	

#	Recommandation	Prise de position CR et CHL	Prise de position Direction de l'immigration et MAEE	Prise de position du Ministère de la sécurité intérieure
26	Etablir des règles claires définissant les critères d'application, les modalités de suivi et les critères de levée en matière d'isolement protecteur si cette dernière était maintenue (pratique auquel le Contrôleur externe s'oppose).	De concert avec le CHL, il a été décidé de ne plus recourir de façon systématique à l'isolement des retenus en cas de refus de leur part de se soumettre à un test de dépistage, sauf toutefois lorsque des signes cliniques manifestes laissent suspecter que le retenu concerné est atteint d'une maladie contagieuse ou infectieuse. Commentaire du CELPL: Le CELPL apprécie l'évolution dans ce dossier.		
27	Fixer une heure précise, voire une plage horaire, à la convenance des infirmiers, à laquelle le traitement de substitution peut être distribué.			
28	Continuer le dossier médical du CPL vers le CR pour les retenus concernés.	Dans un souci d'assurer la continuité des soins, le dossier médical somatique physique est, le cas échéant, en principe transféré du CPL au CR en même temps que le retenu. D'après les renseignements dont dispose le CR, les dossiers sont également digitalisés de sorte que le staff médical peut en tout état de cause y accéder par le biais du «Healthnet». Pour ce qui est du dossier médical psychiatrique, un accès informatique aux données y figurant est en voie d'implémentation et devrait être opérationnel vers la fin du 1er semestre 2021. Commentaire du CELPL: Ces explications ne correspondent pas aux informations recueillies sur place. La digitalisation et le partage d'informations parmi le staff médical en entier serait toutefois un exemple de bonne pratique dans l'intérêt du patient.		
29	Confier la distribution de médicaments exclusivement aux infirmiers des deux services médicaux. À défaut, les services d'assistance et de soins d'un réseau extérieur devraient être sollicités pour assurer la distribution des médicaments.	Le CR a d'ores-et-déjà entamé des pourparlers avec des services de soins à domicile aux fins de leur confier, le cas échéant, la distribution des médicaments les weekends et jours fériés. Une autre solution consisterait à augmenter l'ETP des infirmiers du CHL afin que ces derniers procèdent à la distribution en question, la convention avec le CHL devant toutefois dans cette hypothèse être adaptée par voie d'avenant. Les responsables du CHL ont été sollicités à ce sujet et le CR attend un retour de leur part. En tout état de cause il sera veillé à ce que la recommandation soit pleinement implémentée avec effet au 1er mai 2021 au plus tard. Commentaire du CELPL: Le CELPL remercie le CR de mettre en œuvre sa recommandation. Il renvoie à ses observations faites concernant les examens d'admission et recommande d'analyser les possibilités d'une réorganisation du fonctionnement du service infirmier.		
30	Veiller à informer dès communication de la date de sortie d'un retenu le service médical pour que, suite à cette information, l'infirmier prépare systématiquement une copie du dossier médical. À défaut, un entretien obligatoire de sortie devrait être organisé, au cours duquel le retenu est notamment informé de son droit à obtenir une copie de son dossier médical.	Cette recommandation a déjà été implémentée par le CR, le service médical étant systématiquement informé par le greffe des dates de départ des retenus dans l'optique de leur préparer une copie de leur dossier médical. Il est toutefois à relever que des élargissements interviennent régulièrement sans préavis, de sorte qu'il est dans ces cas impossible de remettre copie de leur dossier aux concernés. Commentaire du CELPL: L'équipe de contrôle s'était rendu compte de failles dans la communication. Il estime qu'un examen médical de sortie devrait d'office être proposé à chaque retenu avant son élargissement.		

#	Recommandation	Prise de position CR et CHL	Prise de position Direction de l'immigration et MAEE	Prise de position du Ministère de la sécurité intérieure
31	Veiller à ce que toutes les consultations aient lieu en dehors de la présence (d'écoute et de vue) des agents de la police et du CR, sauf demande contraire et explicite du médecin.	L'instruction de service relative aux transports pour raisons médicales a été adaptée aux fins d'y rappeler que tous les examens et consultations médicaux ont lieu en principe et sauf demande expresse contraire du personnel médical en dehors de la présence d'agents du Centre. Commentaire du CELPL: Le CELPL apprécie le suivi réservé à sa recommandation.		Il convient tout d'abord de relever que les motifs à la base du recours à l'UGAO par le Centre de rétention pour assurer la garde et le transfert d'un retenu vers le lieu de la consultation médicale sont son comportement dangereux ou un risque d'évasion. Quant à la présence d'agents policiers lors de visites médicales, la Police estime qu'aussi longtemps que ses agents assument la responsabilité de la mission, ils doivent aussi pouvoir apprécier les moyens à mettre en œuvre afin d'éviter une possible fuite du retenu, respectivement de limiter les risques d'incidents. Toutefois, les agents de la Police s'efforcent toujours de garder leur présence la plus discrète possible. En ce qui concerne les examens intimes, les prescriptions de service de la Police offrent la possibilité de déroger au principe de la présence d'agents dans le local d'examen. Dans ce cas, le médecin est à informer des risques qui pourraient surgir et le retenu doit rester menotté. La recommandation est donc à rejeter. Commentaire du CELPL: Le CELPL n'entend pas abandonner sa recommandation qui est basée sur les normes internationales en la matière. (voir notamment Point 92 des Garanties pour les étrangers en situation irrégulière privés de liberté - CPT/Inf(2009)27-part. Le CPT a par ailleurs également critiqué cet état de chose dans son rapport dressé sur le Luxembourg en 2016. Le CELPL estime qu'il serait temps que le Luxembourg adopte enfin également ce principe de base. Le principe appliqué doit donc être inversé: de manière générale, les examens ont lieu hors l'écoute et la vue des agents, sauf circonstances exceptionnelles ou demande expresse du médecin.
32	Examiner la situation prédominante en matière de reconduction des placements au CR après un élargissement et introduire dans le droit interne des limites.			
33	Clarifier la question de la couverture sociale dans le cadre législatif pour les personnes quittant le CR.			
34	Prévoir une interruption légale du délai applicable au retour volontaire pour les cas d'hospitalisations médicalement nécessaires et empêchant temporairement la réalisation du retour volontaire.		Il n'est pas nécessaire de prévoir une interruption légale du délai applicable au retour volontaire étant donné que l'article 111 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration prévoit déjà que le ministre peut, si nécessaire, accorder un délai supérieur à trente jours en tenant compte des circonstances propres à chaque cas. Le CELPL remercie le MAEE pour ces explications complémentaires. Il s'interroge toutefois si le recours à l'article 111 cité est assez flexible pour permettre de réagir en temps utile lorsqu'une pareille situation se présente réellement. Le CELPL maintient dès lors sa recommandation.	

#	Recommandation	Prise de position CR et CHL	Prise de position Direction de l'immigration et MAEE	Prise de position du Ministère de la sécurité intérieure
35	Revoir les procédures de communication de retours et veiller à ce que le retenu soit informé dans les meilleurs délais et les meilleures circonstances.	<p>Sauf instruction contraire de la direction, chaque retenu est d'office informé par l'agent du service psychosocial en charge de son dossier des modalités de son retour, ceci au plus tard 24 heures avant le départ. Le choix du moment où se fait ladite communication est relaissé à l'agent du SEPS concerné, ce dernier étant le plus à même de déceler le moment opportun pour ce faire pour être l'agent qui le connaît le mieux. Dans certains rares cas, il est fait abstraction de cette communication pour des raisons de sécurité.</p> <p>Commentaire du CELPL: Le CELPL se prononce en faveur de la communication de la date de retour par l'agent du SEPS au retenu, ce qui ne correspond cependant pas à la démarche décrite à l'équipe de contrôle au moment des visites sur place. En tout cas, cette pratique ne serait pas constante et il arriverait que le retenu soit informé par un agent de la Police grand-ducale.</p>		<p>Cette recommandation est acceptée. Il convient toutefois de relever que les procédures en place reflètent déjà la position que les agents de la Police ne sont pas censés informer le retenu de la date de son éloignement. Toutefois, il ne peut pas être exclu qu'une telle situation soit arrivée exceptionnellement et de façon involontaire. Un rappel à cet égard sera émis aux services de police concernés.</p> <p>Concernant la demande du CELPL que les autorités policières communiquent les raisons ayant motivé des annulations d'éloignement, il convient de relever que dans la très grande majorité des cas, les annulations de missions d'éloignement ne trouvent pas leur origine dans une décision des autorités policières.</p> <p>La plupart des annulations de missions d'éloignement sont la conséquence de l'introduction d'un recours par l'avocat de la personne à éloigner, une décision ministérielle, une décision du Tribunal administratif ou l'invocation d'une raison médicale. En dehors de la période actuelle de Covid-19, il est estimé que 20% des missions d'éloignement doivent être annulées suite à l'un des exemples susmentionnés. Depuis le début de la pandémie, le taux d'annulation des vols d'éloignement est bien plus élevé, estimé à au moins 50%. Très souvent ces annulations sont faites en dernière minute, au gré des restrictions de vols à l'étranger dans les pays de transit.</p> <p>L'exemple évoqué dans le rapport, à savoir une annulation due au fait que la personne aurait été recherchée dans le pays de transit vers son pays de destination, peut être considéré comme un cas exceptionnel qui ne saurait être imputé ni aux agents de la Police ni à la Direction de l'immigration, alors que cette recherche peut uniquement être faite par le pays de transit si la personne ne fait pas l'objet d'un signalement international. L'Etat membre requis est tenu d'informer l'Etat membre requérant de l'accord ou du refus de transit dans les délais prévus par la directive 2003/110/CE du Conseil du 25 novembre 2003 concernant l'assistance au transit dans le cadre de mesures d'éloignement par voie aérienne. En règle générale les réponses sont toujours fournies en temps utile. Ce cas exceptionnel ne devrait pas remettre en question l'ensemble des procédures en place.</p> <p>Commentaire du CELPL: Le CELPL remercie le Ministère de la sécurité intérieure pour ces</p>
36	Inclure de plus amples détails dans procédures internes de la Police grand-ducale concernant les escortes, notamment sur les aspects propres à la fouille de sécurité qui n'inclut aujourd'hui aucune information propre à l'assurance du respect des principes de dignité et de l'intégrité du retenu lors d'une fouille et ne se limite qu'à			<p>La recommandation est acceptée. La Police attend la finalisation du cadre légal par le projet de loi n° 7259 relatif à la fouille et adaptera les prescriptions de service en y intégrant les principes de la dignité et de l'intégrité.</p> <p>Commentaire du CELPL: Le CELPL remercie Police grand-ducale et le Ministère de la sécurité</p>

### 3.1. Prise de position du Centre de rétention

Ad point 23, page 44 : Le greffe s'est vu rappeler l'importance de veiller à verrouiller systématiquement le coffre-fort et l'armoire à dossiers de sorte que ceux-ci ne sont ouverts que lorsqu'il est indispensable d'y accéder.

#### Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie le CR pour cette démarche.

Ad point 26, page 45 : Un mandat écrit du retenu concerné sera désormais nécessaire pour qu'un agent du SEPS puisse accéder en son nom et pour son compte à ses affaires personnelles. Ce mandat sera archivé dans le dossier personnel du retenu.

#### Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie le CR pour sa réaction rapide.

Ad point 29, pages 45 et 46: S'il est vrai que l'article 6, paragraphe 1er de la loi modifiée du 28 mai 2009 concernant le Centre de rétention dispose qu'en règle générale, les demandeurs de protection internationale sont séparés des autres ressortissants de pays tiers qui n'ont pas introduit de demande de protection internationale, il s'est avéré que l'application stricte de cette disposition n'est pas forcément productive pour assurer une bonne harmonie entre les retenus et un bon équilibre entre les unités. Il y a par ailleurs lieu de noter que d'un point de vue purement pratique, procéder à une séparation stricte des deux populations mènerait fatalement à une réduction de la capacité d'accueil du Centre puisqu'il faudrait réserver à chaque population une ou deux unités dédiées. En partant de l'hypothèse que le Centre n'héberge par exemple que 3 retenus dits « cas Dublin », il n'en resterait pas moins que toute une unité devrait leur être réservée, les places restantes ne pouvant être attribuées à des cas non-Dublin, de sorte que la capacité d'accueil globale s'en trouverait sérieusement réduite.

#### Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie le CR pour ces développements. Il réitère son avis qu'une application de cette disposition ne serait pas forcément dans l'intérêt des personnes retenues et encourage le CR à maintenir son approche de miser sur la compatibilité des personnalités des personnes hébergées sur une même unité afin de créer une atmosphère aussi harmonieuse que possible.

Ad point 31, page 46 : Les Archives nationales (et non la CNPD) procéderont à l'inventaire des documents produits et/ou gérés par le CR et à l'élaboration d'un plan de tri au cours du mois de mai 2021. En fonction de ce dernier, qui tiendra nécessairement compte de toutes les questions liées à la protection des données, le CR adaptera ses procédures en la matière de sauvegarde et d'accessibilité aux documents.

#### Commentaire du CELPL :

Le CELPL remercie le CR pour ces précisions et demande à être tenu informé des procédures dès qu'elles auront été modifiées.

Ad point 39, page 49 : Il est un fait qu'en nombre absolu les demandes d'entretien accordées aux retenus ont sensiblement diminué. Cette baisse s'explique notamment par la mise en place d'une nouvelle procédure à la suite du pic de demandes enregistrées en 2015, la Direction ayant été à l'époque dans l'impossibilité matérielle d'accéder à toutes les sollicitations. La nouvelle procédure prévoit en première phase l'intervention de l'agent du SEPS en charge du retenu sollicitant l'entretien. S'agissant très souvent de demandes

relatives à des questions pouvant être résolues par le SEPS, une entrevue supplémentaire avec la Direction s'avère très souvent superfétatoire lorsque celui-ci a pu régler le problème, de sorte que dans cette hypothèse, l'entretien est refusé.

**Commentaire du CELPL :**

Le CELPL remercie le CR pour ces explications, mais lui recommande de ne pas compter ces demandes de la sorte dans ses statistiques pour ne pas refléter une image biaisée, qui n'est pas dans l'intérêt du CR.

Ad point 42, page 50 : Le CR se concertera dans les meilleurs délais avec les instances compétentes, dont l'OKAJU, aux fins d'élaborer une procédure à appliquer au cas où un adulte seul accompagné d'un ou de plusieurs enfants venait à être hospitalisé.

**Commentaire du CELPL :**

Le CELPL apprécie les démarches et demande à être tenu informé des procédures élaborées.

Ad point 44, page 51 : Le CELPL s'est vu remettre copie des plans du futur bloc de chambres à aménagements réduits lors de sa visite des lieux du 1er février 2021. Dès que les nouvelles chambres à aménagements réduits seront opérationnelles, les anciennes seront reconverties en lieux de stockage pour fournitures diverses et consommables.

**Commentaire du CELPL :**

Le CELPL tient à remercier le CR pour la visite du chantier et la communication des plans et se réjouit que les anciennes chambres à aménagements réduits ne seront bientôt plus utilisées en tant que telles.

Ad point 64, page 64 : Le CR fait siennes les observations du CELPL de sorte que la case relative aux mesures de protection particulières à prendre lors du transport d'un retenu a été supprimée du formulaire relatif à la demande d'escorte policière.

**Commentaire du CELPL :**

Le CELPL remercie le CR pour sa réactivité.

Ad point 68, pages 66 et 67 : Pour autant que les agents du SEPS en aient connaissance, ces derniers s'efforcent d'ores-et-déjà lors de tout élargissement d'informer les retenus concernés sur les possibilités d'hébergement qui s'offrent à eux ainsi que sur les infrastructures sociales auxquelles ils pourraient recourir en cas de besoin.

**Commentaire du CELPL :**

Le CELPL se réjouit de cette initiative, tout en soulignant que la problématique mériterait d'être clarifiée par le cadre légal.

### **3.2. Prise de position de la Direction de l'Immigration et du Ministère des Affaires étrangères et européennes**

Ad p. 10, point 13 : Le CELPL écrit que « même si un certain contrôle peut être réalisé par les juridictions administratives (...) » pour conclure à un degré de conformité dit "insatisfaisant".

Les juridictions administratives, qui disposent du pouvoir de réformation, constituent une autorité indépendante. Si le retenu peut saisir les juridictions administratives à chaque mesure de placement, la saisine devient automatique à partir de la 4<sup>e</sup> prolongation.

#### **Commentaire du CELPL :**

Le CELPL remercie la Direction de l'Immigration et le MAEE pour ces observations, mais il estime qu'un contrôle indépendant devrait avoir lieu hors contexte judiciaire et sans démarche particulière de la part de la personne retenue pour être totalement conforme à la norme.

Ad p. 22, point 75 : Le CELPL conclut à un degré de conformité "insatisfaisant" dans le contexte des alternatives sérieuses à la rétention pour certaines catégories vulnérables de personnes.

Conformément à l'accord de coalition 2018-2023, le Gouvernement a prévu de construire une « maison-retour » en tant qu'alternative à la rétention qui tiendra compte des besoins spécifiques des différents groupes de personnes.

#### **Commentaire du CELPL :**

Le CELPL soutient le projet d'une « maison-retour » et encourage la diversification et le développement des mesures alternatives à la rétention.

Ad p. 26, point 88 : Le CELPL conclut à un degré de conformité « partiel », alors que la législation ne prévoirait pas de délai minimal, qui devrait être introduit pour se conformer totalement aux normes internationales. Pour ce faire, le CELPL se base sur l'article 7 (1) la directive 2008/115/CE.

La loi modifiée du 29 août 2008 prévoit dans son article 111 le principe d'un délai de 30 jours. De même, il est rappelé que l'article 7 de la directive contient un paragraphe (4) libellé comme suit : « 4. S'il existe un risque de fuite, ou si une demande de séjour régulier a été rejetée comme étant manifestement non fondée ou frauduleuse, ou si la personne concernée constitue un danger pour l'ordre public, la sécurité publique ou la sécurité nationale, les États membres peuvent s'abstenir d'accorder un délai de départ volontaire ou peuvent accorder un délai inférieur à sept jours. ». L'article 111 précité est parfaitement conforme à cette disposition.

#### **Commentaire du CELPL :**

Le CELPL estime que l'article 111 de la loi modifiée du 29 août 2008 n'accorde pas les mêmes garanties aux concernés que ceux recommandés par la Directive. La Directive mentionne, comme la Direction de l'immigration et le MAEE le soulignent à juste titre, la possibilité d'accorder un délai inférieur à sept jours pour un délai volontaire, mais énumère les situations dans lesquelles cette dérogation peut s'appliquer.

Ceci n'est pas le cas pour la loi luxembourgeoise, qui prévoit une dérogation au délai de 30 jours pour des raisons d'urgence dûment motivée, ce qui laisse une marge d'appréciation beaucoup plus importante aux autorités luxembourgeoises que ce n'est le cas pour la Directive.

Ad p. 28 : Le CELPL encourage le MAEE et le législateur à développer l'offre dans le domaine des alternatives à la rétention et d'instaurer d'autres mesures en la matière.

Comme rappelé ci-dessus, le Gouvernement travaille activement à la création d'une « maison-retour », telle que prévue par le programme gouvernemental.

### Commentaire du CELPL :

Le CELPL renvoie à son commentaire fait antérieurement.

Ad p. 31 : Le CELPL encourage la MAEE à revoir ses procédures afin de s'assurer que les informations concernant un placement sont communiquées à la DAP (respectivement au CPL) dans un délai raisonnable. De même le CELPL se demande si la décision de placement ne devrait pas directement être communiquée du MAEE à la personne concernée.

Concernant le premier point, il est rappelé que la date de la sortie d'un détenu du CPL est souvent inconnue. Il n'est pas rare que la Chambre du Conseil décide de la remise en liberté d'un prévenu, et cette décision n'est connue du MAEE qu'au tout dernier moment. Par contre, si la date de la sortie du CPL est connue, l'éloignement se fait très souvent directement à partir du CPL, et un passage par le centre de rétention ne se fait qu'en cas de problème ou d'absence de coopération de la part du retenu. Il est rappelé que le détenu peut s'opposer à tout contact avec ses autorités nationales. La Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963 dispose en effet que « les fonctionnaires consulaires doivent s'abstenir d'intervenir en faveur d'un ressortissant incarcéré ou mis en état de détention préventive ou toute autre forme de détention lorsque l'intéressé s'y oppose expressément. ».

Concernant le second point, il est rappelé que la loi prévoit la notification d'une mesure de placement par un officier de police judiciaire.

### Commentaire du CELPL :

Concernant le premier point, même les auditions auprès de la Chambre du conseil sont programmées à l'avance, même si leur issue ne peut pas être connue d'avance. Le CELPL est d'avis que cette communication peut et doit être améliorée dans l'intérêt des personnes privées de liberté, mais également dans celui des agents confrontés à une pareille situation, alors qu'une bonne communication et un certain degré de transparence seraient susceptibles de réduire considérablement les tensions.

Concernant le deuxième point, le CELPL demeure d'avis que la procédure à suivre devrait ici également aspirer à une transparence maximale envers la personne concernée, avec des chemins de communication aussi courts que possible et impliquant un minimum de personnes.

Ad p. 38 : Le CELPL s'interroge par rapport au nombre de séjours et demande à connaître des raisons de ce « va-et-vient ».

Il est tout d'abord rappelé que pour un certain nombre de retenus, l'accord des autorités consulaires en vue de l'obtention d'un laissez-passer n'intervient qu'après la libération du Centre de rétention. Dès lors, une nouvelle mesure de placement s'impose.

Si certains retenus sont libérés, faute de pouvoir les rapatrier, il y a lieu de vérifier périodiquement avec les autorités consulaires si de nouveaux éléments apparaissent. En cas de progrès avec les autorités consulaires du pays concerné, une nouvelle mesure de placement est de mise.

Concernant la personne placée à 9 reprises, il est à noter que cette personne avait à chaque fois été rapatriée vers son pays d'origine. Ceci a été expliqué au CELPL lors d'un entretien avec la Direction de l'immigration.

### Commentaire du CELPL :

Il est vrai que des informations complémentaires sur le cas unique d'une personne placée à 9 reprises au CR avaient été données par la Direction de l'Immigration aux membres du CELPL



et qu'il s'agit d'un cas de figure très particulier. Il n'en reste pas moins que le CELPL estime que ce cas doit être repris dans les statistiques à des fins de transparence.

Le CELPL n'est pas insensible aux explications données par la Direction de l'Immigration quant aux raisons menant à des placements multiples (environ 200 cas) au CR. Il considère toutefois ce constat comme problématique, et d'une certaine manière, d'un détournement des durées maximales de rétention établies.

Ad p. 38 : Le CELPL demande au MAEE de lui rapporter s'il a des pistes d'explication quant à l'augmentation de la durée de séjour en 2018.

Malheureusement, le MAEE ne dispose pas de piste d'explication concrète, alors que la durée du placement dépend d'une multitude de facteurs, dont le profil du retenu, sa nationalité et la coopération avec les autorités consulaires du pays concerné.

#### **Commentaire du CELPL :**

Le CELPL regrette que ce phénomène ne puisse pas être expliqué.

Ad p. 39 : Le CELPL se demande si pour certains pays les placements au CR sont effectivement accompagnés d'une réelle chance d'éloignement.

S'il est vrai que pour certains pays, le nombre de réponses positives demeure faible, il arrive quand-même que des recherches aboutissent et qu'une réponse positive soit obtenue. Comme rappelé ci-dessus, beaucoup dépend de la collaboration avec les autorités consulaires du pays concerné.

#### **Commentaire du CELPL :**

Le CELPL regrette que la procédure soit tellement influencée par des facteurs relationnels. Il encourage le MAEE à prendre autant de mesures que possible afin d'améliorer la collaboration avec les États concernés.

Ad p. 40 : Le CELPL s'interroge sur les décisions de maintien et de levée des mesures de placement.

Il y lieu de distinguer en fonction des chances de retour :

Lorsque le MAEE constate l'absence totale de chances respectivement de perspectives de retour, il est procédé à la libération du retenu avec effet immédiat.

Si par contre le MAEE arrive à la conclusion que des chances subsistent, quoique faibles, il se fixe une date butoir au-delà de laquelle il considérera que des chances de retour feront défaut. Cette date est souvent la fin de la mesure de placement, mesure qui ne sera donc pas renouvelée.

#### **Commentaire du CELPL :**

Le CELPL remercie le MAEE pour ces explications. Il estime toutefois que cette étape intermédiaire est superflue, alors que le placement devrait être levé au moment où le MAEE arrive à la conclusion qu'il n'y a pas de chances de retour.

Ad p. 66 : Le CELPL recommande d'introduire dans le droit interne des limites quant à la reconduction des placements au CR après un élargissement.

Le MAEE estime que si la remarque du CELPL est une remarque de bon sens, il s'interroge néanmoins sur cette recommandation et ses conséquences éventuelles. Que se passerait-il

par exemple en cas d'écoulement de la limite ainsi préconisée dans le chef d'une personne dangereuse que le Luxembourg a tout intérêt à éloigner du territoire ?

#### **Commentaire du CELPL :**

Le CELPL ne partage pas l'approche du MAEE à cet égard. S'il y a une personne potentiellement dangereuse sur le territoire luxembourgeois, il appartient aux organes compétents, chargés de la sécurité publique, de la surveiller de manière adéquate et de prendre des mesures lorsqu'un début de commencement d'actes prohibés peut être détecté.

Les durées maximales établies par le droit positif ne doivent pas être réduites en limites théoriques et le CR ne doit pas être utilisé pour inciter les personnes à quitter le territoire.

Ad p. 67 : Le CELPL s'interroge sur l'interruption du délai pour quitter le territoire en cas d'hospitalisation. Il se base sur un cas concret.

Après une recherche poussée, la Direction de l'immigration a réussi à identifier le dossier en question. La personne a été déboutée en octobre 2018 avec un délai de retour volontaire de 30 jours. Elle a marqué par la suite son accord pour un retour volontaire. Cependant pendant les semaines et mois à venir, la personne n'a non seulement pas coopéré pour son retour volontaire, mais a tout fait pour freiner et/ou empêcher son retour. En octobre/novembre 2019, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) lui a fixé un délai pour quitter son foyer et retourner dans son pays d'origine. C'est suite à cet événement qu'elle s'est fait admettre à plusieurs reprises à l'hôpital. A chaque fois, elle est sortie rapidement sans diagnostic de pathologie. En date du 7 novembre 2019, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a été obligée d'annuler son retour volontaire. C'est à ce moment-là que la personne a été mise en rétention et a reçu une interdiction d'entrée et de séjour. Par la suite, la personne a pu être rapatriée sans nouvelle admission à l'hôpital.

Il n'est pas nécessaire de prévoir une interruption légale du délai applicable au retour volontaire étant donné que l'article 111 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration prévoit déjà que le ministre peut, si nécessaire, accorder un délai supérieur à trente jours en tenant compte des circonstances propres à chaque cas.

#### **Commentaire du CELPL :**

Le CELPL remercie le MAEE pour ces explications complémentaires. Il s'interroge toutefois si le recours à l'article 111 cité est assez flexible pour permettre de réagir en temps utile lorsqu'une pareille situation se présente réellement. Le CELPL maintient dès lors sa recommandation.

### **3.3. Prise de position du Ministère de la Sécurité intérieure**

Le Ministère de la Sécurité intérieure n'a pas apporté d'observations complémentaires par rapport aux commentaires insérés dans le tableau des recommandations.

#### **4. Prise de position du CHNP**

Par courrier du 8 mars 2021, la Direction du CHNP a fait parvenir sa prise de position relative au rapport de visite sur le centre de rétention qui se lit comme suit :

Tout d'abord, il est prévu que le temps de présence médicale reste le même, à savoir une demi-journée par semaine de consultations psychiatriques, cette présence apporte satisfaction à l'ensemble des partenaires. Concernant le temps de présence infirmière et l'interrogation sur son renforcement, nous avons débuté une réflexion avec l'équipe du SMPP qui intervient au sein du centre de rétention et nous allons la soumettre à la direction des soins. Ce temps de présence pourrait être augmenté mais il est évident qu'il ne permettra de résoudre la difficulté de la distribution des médicaments et donc que la préconisation de faire intervenir des services extérieurs reste une possibilité.

Cette augmentation du temps de présence ne pourra pas non plus permettre d'assurer le suivi des patients avec un traitement de substitution aux opiacés de manière adéquate.

Afin de poursuivre ces réflexions de manière coordonnée avec la direction du centre de rétention et l'équipe de soins somatiques du CHL, nous allons organiser une réunion pluridisciplinaire afin d'évaluer et d'améliorer le fonctionnement actuel en tenant compte de ces recommandations.

#### **Commentaire du CELPL :**

Le CELPL remercie le CHNP pour son initiative et pour la prise en considération de sa recommandation. Il demande à être tenu informé des suites qui y seront finalement réservées.